



7 AVRIL : JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

« la santé et la protection sociale
ne sont pas des marchandises »

Le projet initial de la sécurité sociale énoncé par Ambroise Croizat se décrivait ainsi : « **chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.** »

Depuis, le soin et la protection sociale ne cessent d'être mis à mal.

C'est le « **chacun reçoit selon ses moyens** » : selon la possibilité de s'offrir une bonne complémentaire, selon ses capacités financières pour supporter les dépassements d'honoraires, les avances de frais, les équipements non ou insuffisamment remboursés etc...

Mais pire encore, voilà maintenant que « **chacun est source de profit pour les commerçants de la santé...** »

Pour ne citer que deux exemples parmi les plus récents :

- le scandale des maisons de retraite Orpéa, au point que la Ministre Bourguignon annonce réclamer un remboursements des subventions de l'état détournées au profit des dirigeants et actionnaires. Mais à combien évalue-t-elle le dédommagement impossible des décès et préjudices imputables à la maltraitance des résidents ? Quel montant pour l'attaque irréparable des valeurs humaines réalisées par ces exploiters de l'or gris ?
- Le scandale des brevets des vaccins impossible à lever, alors qu'ils ont généré des profits colossaux, après avoir été financés par de multiples subventions publiques... Le scandale du financement de la recherche en France associé à une diminution du nombre des chercheurs et à l'incapacité de produire un vaccin à temps !

Pourtant rien n'arrête cette course à la marchandisation de la santé. De façon systématique les politiques de soins **associent étroitement modernisation et partenariat public-privé**, avec chaque fois des coûts supplémentaires pour les usagers des soins. Ainsi, la e-santé promet d'ouvrir un nouveau marché juteux...

Nous exigeons plus que jamais des moyens à la hauteur de la crise que traverse l'hôpital public, nous réclamons le retour aux fondamentaux de la sécurité sociale : **chacun reçoit selon ses besoins.**

Nous exigeons que la santé et le médico-social redeviennent des préoccupations publiques et des engagements majeurs du débat politique.

**REFUSONS TOUS ENSEMBLE DE LAISSER LE SOIN SE TRANSFORMER EN UNE
MARCHANDISE, SOURCE DE PROFITS, AU DÉTRIMENT DES PLUS DÉMUNIS**

**DÉBAT PUBLIC AVEC FRÉDÉRIC PIERRU,
Sociologue spécialiste des politiques de santé**

**« impacts de la privatisation de la santé et de la protection sociale »
Jeudi 7 avril à 18H.30 à la Maison des Associations de Concarneau
26 rue du Mal Foch**

Comité de défense de l'hôpital de Concarneau
defendre-hopitalcc@hotmail.fr